LE DÉFI À RELEVER
INITIER LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Au cours de la dernière décennie, les pays d'Afrique ont connu une croissance et un développement économiques soutenus sans précédent. Malgré ces progrès, près de deux habitants sur trois—soit 660 millions de personnes—vivent encore avec moins de 2 dollars par jour.[1] Aujourd'hui, d'importantes populations de jeunes possèdent un potentiel énorme pour stimuler le développement économique et social et réduire les inégalités et la pauvreté, à condition toutefois que les gouvernements fassent les bons investissements pour concrétiser ces opportunités.

L'expérience de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine suggère une voie pour mobiliser la puissance de la jeunesse. Une fenêtre d'opportunité économique s'est ouverte dans ces pays en raison d'une baisse rapide de la fécondité, qui a augmenté la proportion de personnes en âge de travailler par rapport aux enfants à charge. Les pays ont réagi en améliorant la santé et l'éducation, en attirant les investissements étrangers, et en adoptant des politiques économiques qui ont créé des emplois. Ensemble, ces investissements ont entraîné la croissance économique accélérée, appelée le dividende démographique.

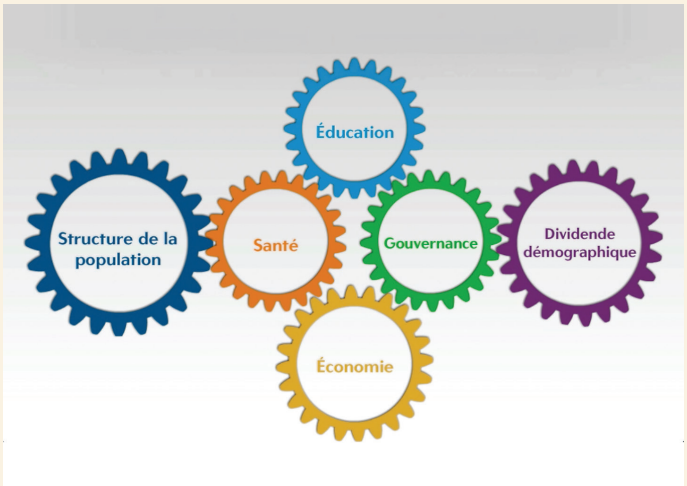
Pour atteindre un dividende démographique, des investissements stratégiques sont essentiels dans ces domaines clés :

- **Modification de la structure de la population par âge.** La première étape pour atteindre un dividende démographique est une baisse rapide de la fécondité en répondant aux besoins de planification familiale des jeunes, des femmes et des couples ; en améliorant la survie des enfants ; et en éduquant les filles. Ces investissements se sont révélés efficaces pour entraîner des changements dans la pyramide des âges : moins d'enfants et donc moins de personnes à charge par rapport à la population en âge de travailler.

- **Amélioration de la santé de la population.** Les enfants en bonne santé réussissent mieux à l'école, et ce succès contribue finalement à avoir une main-d'œuvre plus qualifiée. Les jeunes ont des besoins de santé uniques, et la préservation de la santé des travailleurs adultes est essentielle à la productivité économique.

- **Investissements dans l'éducation.** Les systèmes éducatifs doivent garantir que les jeunes terminent leur scolarité et qu'ils acquièrent les compétences nécessaires pour s'adapter au marché du travail en évolution.

Encadré 1 : Définition du dividende démographique



Le dividende démographique est l'accélération de la croissance économique qui peut résulter d'une baisse rapide de la fécondité d'un pays et l'évolution ultérieure de la structure par âge de la population. Avec moins de naissances chaque année, la population d'un pays en âge de travailler grandit par rapport à la population jeune et dépendante. Avec plus de personnes dans la population active et moins jeunes à prendre en charge, un pays peut profiter de la fenêtre d'opportunité de croissance économique rapide à condition de faire les bons investissements économiques et sociaux et de mettre en place les bonnes politiques de santé, d'éducation, de gouvernance et d'économie. Les investissements dans la population des jeunes d'aujourd'hui peuvent placer un pays en position d'atteindre un dividende démographique, mais les gains ne sont ni automatiques ni garantis.

- **Politiques relatives à l'économie et à la gouvernance.** Les politiques relatives à l'économie et à la gouvernance doivent favoriser la croissance de l'emploi et les investissements dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, encourager l'expansion des infrastructures, promouvoir le commerce pour assurer l'accès aux marchés internationaux et créer un environnement sûr et incitations en faveur des investissements étrangers directs

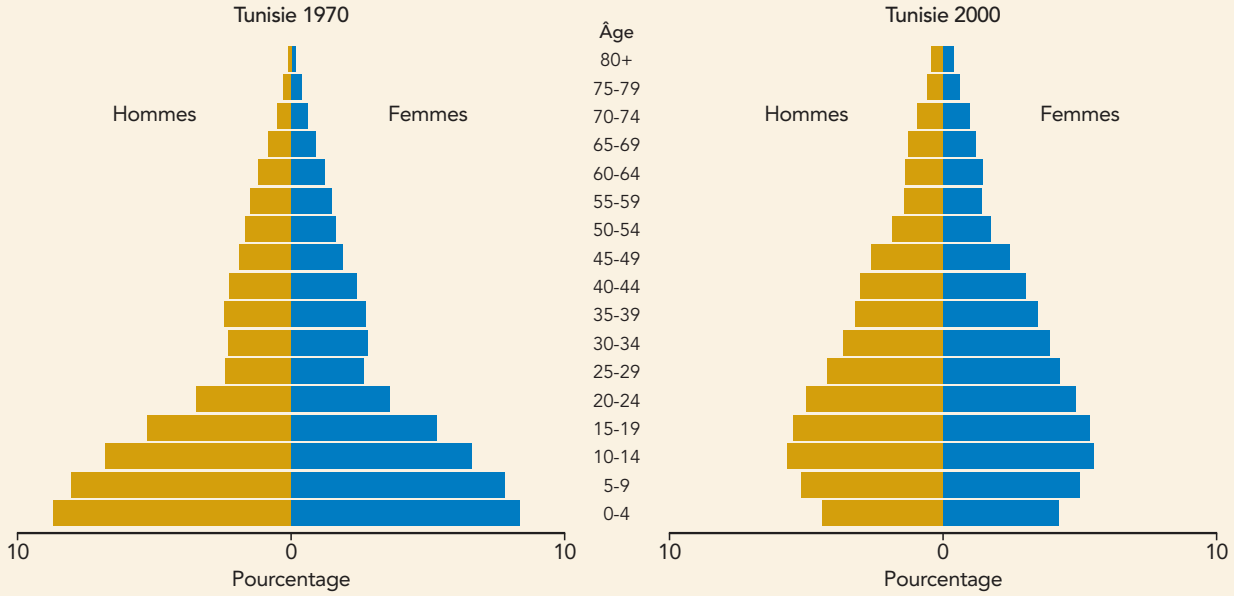
Le fait d'initier un dividende démographique dépend de l'évolution de la structure par âge de la population d'un pays. Les pays doivent avoir une population d'âge scolaire moins élevée et une plus forte population en âge de travailler. Tant que la taille de la population d'âge scolaire dépasse celle de la population en âge de travailler, le potentiel d'accélération de la croissance économique est limité. Compte tenu de l'importance des populations de jeunes dans de nombreux pays africains aujourd'hui, les investissements dans la survie de l'enfant, l'éducation et la planification familiale—donner aux couples la possibilité de choisir l'espacement et le nombre de leurs enfants—sont tous essentiels. Ces interventions profiteront non seulement à la population actuelle, mais entraîneront l'évolution rapide de la structure par âge de la population, bénéficiant ainsi au pays pour des générations à venir.

LA PLANIFICATION FAMILIALE AIDE À TRANSFORMER LA STRUCTURE DE LA POPULATION PAR ÂGE

La première étape vers l'atteinte du dividende démographique est de passer par une transition démographique—d'une natalité et d'une mortalité élevés à des taux faibles. Bien que la plupart des pays aient fait des progrès significatifs dans la réduction de la mortalité, de nombreux pays continuent à maintenir des niveaux élevés de fécondité et ne sont donc pas prêts pour un dividende démographique. Tant que la fécondité et la croissance démographique qui en résulte demeurent élevées, la taille de la population en âge scolaire sera plus importante que la population adulte en âge de travailler. Les familles et les gouvernements auront du mal à investir dans la santé et l'éducation des enfants et auront peu de ressources supplémentaires pour investir dans les infrastructures nécessaires pour stimuler la création d'emplois et la croissance économique.

Une stratégie clé pour réduire la fécondité est d'investir dans les programmes de planification familiale. Beaucoup d'hommes et de femmes choisissent la planification familiale lorsqu'ils prennent conscience des avantages des familles moins nombreuses et en meilleure santé, et lorsqu'ils ont accès à des informations et des services de qualité en matière de planification familiale volontaire. Des études

Encadré 2 : La baisse de la fécondité a facilité le dividende démographique de la Tunisie



Sur une période de 30 ans, la Tunisie a subi une transition qui a initié un dividende démographique. La fécondité a diminué de 6,4 naissances par femme à 2,1, et la mortalité des enfants de moins de 5 ans a chuté, passant de 177 à 30 décès pour 1,000 naissances vivantes. Dans le même temps, le revenu national brut par personne a augmenté, passant de 1,054 à 2,594 dollars (en dollars constants de l'année 2005). Avec l'évolution de la structure par âge de la population et les investissements dans la santé, l'éducation, la politique économique et la gouvernance, la Tunisie a réussi à exploiter un dividende démographique.

Source : La Banque mondiale, Indicateurs du développement dans le monde, consulté à l'adresse http://databank.worldbank.org/data/home.aspx le 24 Oct. 2013.

nationales récentes révèlent que plus de 50 pourcent des femmes mariées en Afrique qui ne veulent pas tomber enceinte ou veulent retarder une grossesse n'utilisent pas de moyen de contraception moderne.[2] Cette proportion passe à 80 pour cent chez les adolescentes mariées.[3] Un engagement politique accru et une augmentation des ressources pour la planification familiale—comme on le voit dans plusieurs pays d'Afrique orientale et australe—sont essentiels pour positionner davantage de nations africaines vers la réalisation d'une transition démographique. Grâce à la promotion de l'utilisation de la planification familiale et la contraception moderne, les taux de fécondité vont diminuer et les pays peuvent commencer à changer la structure par âge de la population, ouvrant la voie à un dividende démographique.

LA SURVIE DE L'ENFANT ENTRAÎNE UNE BAISSE DE LA FÉCONDITÉ

Lorsque les parents voient leurs enfants survivre et prospérer, ils reconnaissent l'intérêt d'une plus petite famille et sont prêts à dépenser plus pour la santé et l'éducation de leurs enfants. Les investissements pour la survie des enfants jouent un rôle clé dans le déclenchement et le maintien des niveaux de fertilité. Quand les décès infantiles et juvéniles diminuent, le désir d'une famille plus petite et la demande de planification familiale augmente.[4] Dans de nombreux pays d'Afrique, les couples désirent encore avoir des familles nombreuses, en partie à cause de la forte inégalité de l'amélioration de la survie des enfants. Alors que la plupart des pays africains ont fait de grands progrès dans la survie des enfants au cours de la dernière décennie, parmi les ménages les plus pauvres, les taux de mortalité infantile sont encore près du double du taux de celui des ménages les plus aisés.[5] En conséquence, les taux de fécondité sont également deux fois plus élevés chez les ménages pauvres d'Afrique que chez les ménages riches.[6] La persistance de l'inégalité reflète la nécessité de faire en sorte que les pauvres aient accès à des interventions de survie des enfants ainsi qu'à des programmes planification familiale, afin de faciliter davantage la transition démographique nécessaire à la croissance économique accélérée.

L'ÉDUCATION EST ESSENTIELLE POUR INITIER LE DIVIDENDE DÉMOGRAPHIQUE

Quand les garçons et les filles ont un accès égal à l'éducation, la croissance économique accélérée est possible. Dans le cas des filles, l'éducation, surtout au niveau secondaire, contribue à accroître la baisse de la fécondité. L'enseignement secondaire contribue à retarder le mariage des filles et la première grossesse et ouvre de nouvelles possibilités pour les femmes au-delà de leur rôle traditionnel à la maison. Les femmes qui se marient plus tard ont tendance à avoir moins d'enfants que les femmes qui se marient à un jeune âge. Des études indiquent que dans les pays d'Afrique à forte fécondité et ayant une faible moyenne d'âge au moment du mariage, la croissance future de la population pourrait être ralentie de 15 à 20 pourcent en retardant le mariage et la maternité de cinq ans.[7] Les données indiquent également que l'éducation est étroitement liée à la maternité et à la taille souhaitée de la famille. Une étude récente de 30 pays africains montre que les femmes ayant fait des études secondaires ou supérieures ont en moyenne une fécondité plus faible que les femmes sans instruction (3,4 vs. 6,3 naissances par femme). Ceci est également vrai pour la taille désirée de la famille (3,7 vs. 5,6 naissances par femmes).[8] Ainsi, l'éducation a pour effet à la fois de réduire la fécondité et de modifier les normes sociales liées à la procréation.

LA RÉALISATION DU DIVIDENDE

L'Afrique est la seule région du reste du monde où de nombreux pays ont encore la possibilité de capitaliser sur un dividende démographique. De nombreux pays font des progrès dans les domaines politiques clés, mais la plupart des pays doivent renforcer leur engagement en faveur de stratégies qui accélèrent la baisse de la fécondité et ouvrent la voie vers un dividende démographique. La planification familiale est l'une de ces stratégies essentielles.

Aujourd'hui, d'importantes populations de jeunes peuvent se transformer en une main-d'œuvre puissante, encourager la croissance économique d'un pays, à condition que les dirigeants investissent dans les politiques et les programmes appropriés afin d'atteindre cet objectif. Les enseignements tirés des pays qui ont récolté les fruits du dividende démographique sont clairs - les avantages sont possibles, mais seulement lorsque la population dépendante diminue et les investissements clés sont réalisés dans la santé, l'éducation, la politique économique et la gouvernance. Bien que chaque pays soit unique, le dividende démographique est une occasion pour les jeunes d'accélérer la croissance économique en Afrique. Il est temps d'agir.

Références

1 Carl Haub et Toshiko Kaneda, *Fiche de données sur la population mondiale 2011* (Washington, DC: Population Reference Bureau, 2011); et Carl Haub et Toshiko Kaneda, Fiche de données sur la population mondiale 2012 (Washington, DC: Population Reference Bureau, 2012).

2 Susheela Singh et Jacqueline E. Darroch, *Adding It Up: Costs and Benefits of Contraceptive Services—Estimates for 2012* (New York: Guttmacher Institute et Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), 2012), consulté à l'adresse www.guttmacher.org/pubs/AIU-2012-estimates.pdf, le 22 octobre 2013.

3 Guttmacher Institute, *Facts on the Sexual and Reproductive Health of Adolescent Women in the Developing World* (New York: Guttmacher Institute, 2010), consulté à l'adresse www.guttmacher.org/pubs/FB-Adolescents-SRH.pdf, le 22 octobre 2013.

4 Shareen Joshi, *Reproductive Health and Economic Development: What Connections Should We Focus On?* (Washington, DC: Population Reference Bureau, 2012), consulté à l'adresse www.prb.org/Publications/Articles/2012/poppov-economicdevelopment-reproductivehealth-women.aspx le 22 octobre 2013.

5 Childinfo, *Disparities in Child Survival* (New York: UNICEF, 2010), consulté à l'adresse www.childinfo.org/mortality_disparities.html le 22 octobre 2013.

6 Elizabeth Lule, Susheela Singh, et Sadia Afroze Chowdhury, *Fertility Regulation Behaviors and Their Consequences: Contraception and Unintended Pregnancies in Africa and Eastern Europe & Central Asia* (Washington, DC: La Banque mondiale, 2007).

7 Judith Bruce et Erica Chong. « The Diverse Universe of Adolescents, and the Girls and Boys Left Behind: A Note on Research, Program, and Policy Priorities, » document d'information du rapport sur le projet des Nations unies relatif au Millénaire, *Public Choices, Private Decisions: Sexual and Reproductive Health and the Millennium Development Goals* (New York : Population Council, 2003); et John Bongaarts, « Population Growth and Policy Options in sub-Saharan Africa, » ; présentation à la session spéciale organisée par la Fondation William et Flora Hewlett pendant les réunions de la Population Association of America Annual Meeting, Detroit, MI, 2009.

8 John Bongaarts, « The Causes of Educational Differences in Fertility in sub-Saharan Africa, » *Document de travail* N° 20 (New York: Population Council, 2010).

Remerciements

Nous tenons à remercier James Gribble, ancien vice-président des programmes internationaux au PRB, et Jason Bremner, directeur des programmes de population, santé et environnement au PRB, qui a rédigé une version précédente de ce document. Remerciements particuliers à Marissa Yeakey, conseillère analyste de politique du PRB, Beth Fredrick, d'Advance Family Planning, Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health, et Nichole Zlatunich de Futures Group pour leurs précieuses contribution et suggestions. Cette publication a été rendue possible grâce au soutien généreux du peuple américain à travers l'Agence américaine pour le développement international aux termes du projet IDEA (n° AID-0AA-A-10-00009). Le contenu est la responsabilité du Population Reference Bureau et ne reflète pas nécessairement les vues de l'USAID ou du gouvernement des États-Unis.

© 2013 Population Reference Bureau. Tous droits réservés.

PRB INFORMER AUTONOMISER PROGRESSER

IDEA INFORMER LES DÉCIDEURS POUR AGIR

USAID DU PEUPLE AMERICAIN